

Espagne : un modèle hybride qui s'est construit en décalage avec ses voisins



Vincent Reynaert

Publié le 4 décembre 2025 . Lecture estimée : 9 min



Cet article ouvre un dossier consacré aux grands marchés européens du jeu et à leurs dynamiques réglementaires. L'Espagne, souvent perçue comme hétérogène ou difficile à lire depuis la France, est en réalité l'un des terrains les plus instructifs pour comprendre comment une régulation hybride peut produire un marché en ligne performant tout en conservant une architecture terrestre très particulière.

Quand on observe l'Espagne depuis la France, on a le sentiment de regarder un marché façonné à rebours de nos habitudes. Là où la France a construit un système très centralisé, structuré autour de l'État, d'une DSP pour les casinos et d'une seule autorité pour l'ensemble du marché régulé, l'Espagne a longtemps laissé ses Communautés autonomes créer leurs propres règles pour le terrestre avant de décider, en 2011, de reprendre la main sur le digital avec une loi très complète.

Le résultat est un écosystème en trois blocs distincts. Le jeu en ligne relève exclusivement de l'État, qui le régule via un organisme central. Le jeu physique dépend entièrement des régions, chacune ayant son propre corpus légal. Et la loterie repose sur deux opérateurs publics historiques, SELAE et ONCE, dont l'influence culturelle reste immense. Ce n'est ni simple ni parfaitement harmonisé, mais c'est un système qui fonctionne et qui attire de nombreux opérateurs internationaux séduits par l'ouverture du marché online.

La lecture de cet article est réservée aux membres

[Abonnez-vous gratuitement](#) ou [connectez-vous](#)

Envie de lire la suite ?

Créez gratuitement votre profil Les Enjeux !

- Accédez à 100% du contenu Les Enjeux
- Recevez une newsletter éditoriale tous les mardis
- Restez au contact de l'évolution des Enjeux

[Je crée mon profil](#)

Déjà abonné ?

Connectez-vous :

Adresse E-mail *

Mot de passe *

[Mot de passe oublié ?](#)
Connexion